Pauvreté et exclusion en milieu rural français

Poverty and exclusion in rural France

Alexandre Pagès

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/71>

DOI : 10.4000/etudesrurales.71

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 97-110

Référence électronique

Alexandre Pagès, « Pauvreté et exclusion en milieu rural français », *Études rurales* [En ligne], 159-160 | 2001, mis en ligne le 03 janvier 2017, consulté le 12 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/71> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.71

Ce document a été généré automatiquement le 12 février 2020.

© Tous droits réservés

Pauvreté et exclusion en milieu rural français

Poverty and exclusion in rural France

Alexandre Pagès

- 1 PRODUIRE une connaissance relative à la pauvreté en milieu rural est une entreprise hasardeuse à différents titres. Tout d'abord il est très difficile d'ignorer les croyances et les sentiments ambivalents qui se rapportent aux conditions de vie. De plus, hormis les études portant sur les figures traditionnelles de la pauvreté et une interprétation conceptuelle [Maclouf ed. 1986], les travaux récents insistent sur les facteurs économiques de la précarité chez les exploitants agricoles [Jégouzo, Brangeon et Roze 1998] et sur la dimension territoriale de l'exclusion sociale [Mathieu 1997 ; Perrier-Cornet, Sencébé et Sylvestre 1997] davantage qu'ils n'analysent ces processus. Ces réserves faites, nous sommes en mesure d'évaluer les revenus agricoles et d'apprécier leur évolution. Nous connaissons plus précisément la physionomie des ménages bénéficiaires de minima garantis¹ et nous pouvons identifier les territoires où l'ampleur de ces transferts sociaux et les indicateurs sanitaires traduisent une vulnérabilité des logiques sur lesquelles les individus semblent avoir peu de prise. L'ensemble de ces éléments nous renseigne mieux sur les populations qui font l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion.
- 2 Une thèse de doctorat a été récemment soutenue en vue d'éclairer certaines zones d'ombre et de recueillir le point de vue des plus démunis [Pagès 2000]. À l'issue d'un voyage à la découverte de la pauvreté, j'ai tenté de connaître les raisons pour lesquelles les ménages ruraux dissimulaient leur condition sociale et de comprendre les stratégies qu'ils mettaient au point. L'objectif que je m'étais fixé était dans un premier temps de restituer le plus fidèlement possible la parole des personnes rencontrées, de briser leur silence. Et la difficulté de ma démarche fut de redonner du sens et de proposer une théorisation continue à partir des matériaux recueillis sur leurs lieux de vie.
- 3 Les mécanismes qui contribuent à l'exclusion peuvent être lus au moyen d'une grille qui insisterait sur le relâchement des liens sociaux et considérerait à la fois le lent processus de déstructuration des sociétés paysannes et l'évolution de nos systèmes de

protection collectifs puisqu'il aura fallu un certain temps avant que l'aide sociale et le RMI ne soient perçus par leurs bénéficiaires comme un droit légitime. Par ailleurs, la diversité des parcours individuels et l'hétérogénéité des populations couvertes par ces prestations (l'espace rural n'est plus celui du seul agriculteur et accueille désormais des migrants sans emploi) nous obligent à envisager différentes façons de s'adapter à la pauvreté matérielle et de se projeter dans l'avenir.

Pauvreté et déstructuration du monde rural

- 4 Parmi les travaux qui ont osé aborder cet obscur objet, l'ouvrage coordonné par P. Maclouf [*op. cit.*] à l'issue des débats d'un colloque annuel de l'ARF doit être remarqué pour la richesse et la diversité de ses contributions. Tout en formulant de stimulants questionnements (l'exclusion est saisie au moyen de monographies locales, les figures de la nouvelle pauvreté et les effets du changement technique sont introduits), les auteurs voient les processus d'exclusion comme un phénomène cyclique. Alors que la pauvreté d'antan touchait des catégories bien identifiées dans les communes rurales (personnes âgées, ouvriers agricoles, travailleurs itinérants, aides familiaux), il nous faut admettre qu'elle affecte aujourd'hui aussi les régions longtemps tenues à l'écart des échanges. Il s'agirait, en somme, de l'envers du développement.
- 5 L'examen des données statistiques extraites des fichiers des caisses de protection sociale confirme la présence de ces poches de pauvreté en milieu rural, sans toutefois préciser les conditions de vie des ménages. Ces territoires en déshérence sont faciles à circonscrire lorsqu'on examine la structure de la population bénéficiaire de minima sociaux [Balley, Lenormand, Mathieu 1992 ; Mathieu 1997-1998]. Ce sont des territoires sous influence urbaine où sont enregistrés des effectifs d'allocataires du RMI et des taux de chômage importants². Mais il s'agit aussi de campagnes plus isolées où, faute de dynamisme économique, les allocations versées aux adultes handicapés (AAH) et les compléments de revenu versés au titre du minimum vieillesse ont joué un rôle redistributif non négligeable.
- 6 Bien avant l'introduction du RMI, l'AAH et les pensions d'invalidité accompagnaient la fin de carrière d'un certain nombre d'exploitants agricoles. Quelques-uns mesureront les effets durables de la modernisation. D'autres percevront la latitude accordée aux décideurs locaux dans l'élaboration des politiques sociales. Nous pouvons admettre, avec R. Salais, N. Baverez et B. Reynaud, que des catégories comme celle de chômeur ou celle de handicapé n'apparaissent comme catégories sociales qu'à partir du moment où des modèles de représentation du travail s'élaborent et s'objectivent en procédures, celle d'indemnisation par exemple [1986 : 187]. Ces procédures ont pour effet de constituer des zones de protection, de prévenir des risques, d'étendre des droits. Mais il faut reconnaître que l'extension des droits sociaux dépend de paradigmes sociétaux et de biais culturels. Ces derniers complexifient la façon d'écrire l'histoire sociale.
- 7 En nous plaçant du point de vue des personnes pouvant bénéficier des avantages liés à l'extension de la protection sociale, tout semble se passer comme si, à côté des situations pour lesquelles l'énoncé juridique est suffisamment clair, on trouvait des dossiers plus difficiles à classer et pour lesquels le droit applicable découlerait d'une obligation que Simmel définit comme humanitaire, à savoir : rendre plus facile le fait de demander et d'accepter une aide dès lors que, en faisant cela, les personnes nécessiteuses ne feraient qu'exercer un droit acquis [1998 : 43].

- 8 Ce bref détour théorique n'est pas anodin car les situations de pauvreté observées sur le terrain, l'écoute d'une souffrance, d'une plainte, me confortent dans l'idée que l'assistance doit répondre à une exigence morale. L'aide sociale est un droit subjectif en ce sens qu'elle répond à des considérations éthiques. Et ce droit ne peut pleinement s'exercer que si l'aide est bien accueillie.
- 9 Lisons à ce propos le témoignage de Madame V, conditionneuse à domicile et bénéficiaire du RMI. À 61 ans, cette dame préfère poursuivre inlassablement une activité professionnelle plutôt que de faire valoir ses droits sociaux (au sujet desquels elle paraît d'ailleurs mal informée) et percevoir l'aide à laquelle elle pourrait prétendre : « Le RMI ? Il y en a assez de la charge du gouvernement. Moi, je ne suis pas une gâcheuse, sauf les chats, je vais pas les tuer ! Oh, moi, je l'ai à zéro franc. C'est pour attendre la retraite et au cas où il faudrait que je voie le docteur. À la caisse régionale d'assurance maladie, à C, quand j'ai eu 60 ans, ils m'ont dit que la retraite elle faisait 700 francs. Les papiers étaient faits. Je prenais ce qu'on me donnait. Je comprenais pas et je me suis adressée au centre social avec d'autres papiers [qu'elle va chercher]. Comment faire pour les trimestres qui manquent ? »
- 10 Mme V conserve son identité. Son travail, même répétitif, d'emballage de médicaments et de couverts jetables pour la restauration rapide, activité qu'elle effectuait avec sa mère tout en élevant quelques bêtes, lui donne le sentiment d'être intégrée dans une société dont elle ne perçoit plus que des images. La mémoire du passé, récent ou ancien, guide ses gestes, ses actions quotidiennes, oriente sa conduite et définit, pour elle, un statut social : « On travaillait toutes les deux. On avait pas beaucoup. En 1994, on était à deux, on travaillait toute la journée et on devait avoir 3 000 francs en tout. Maintenant, elle me parle toujours. Je continue, mais c'est plus pareil. Avant de faire le grand voyage, elle m'a aidée pour acheter la voiture, comptant³. J'ai un congélateur. J'ai dû le changer. Il avait grillé. Comme ça, je n'ai pas besoin d'aller tous les jours. J'ai un petit réfrigérateur, le transistor, l'eau froide. J'aimerais avoir les choses sanitaires. On avait demandé un devis. La mère, elle s'était décidée. On pensait le faire en haut. Mais maintenant qu'elle est partie [...] Ma mère, je l'écoute toujours. Elle me parle de là-haut. Elle est toujours avec moi. Je lui demande quand je fais quelque chose. C'est comme pour ça, je lui demande. Mais c'est vrai que parler toute seule, c'est plus pareil. J'ai toujours gardé ma place, de ce côté de la table. Alors je m'occupe les mains. »
- 11 Les propos de Mme V et des personnes rencontrées dans le cadre de cette enquête ne sont en rien anecdotiques car le dialogue qu'elles établissent avec la nature, les animaux et les êtres disparus montre que la continuité temporelle se définit comme un perpétuel renouvellement. Ces paroles illustrent également le fait que les ménages disposant de faibles revenus tiennent farouchement à garder leur indépendance pour ne pas se sentir demandeurs. Comme le souligne Mme P, le repli sur la sphère domestique va de pair avec un refus momentané du statut d'assisté social. Il se traduit parfois par une mauvaise image que l'on se fait de son propre corps : « Au début je ne voulais pas, j'étais restée des années sans voir un toubib. Mais ça me gênerait qu'on fasse les choses à ma place. Je préfère attendre le lendemain, c'est-à-dire quand ça va mieux. Je préfère me serrer la ceinture en fin de mois que de demander à la mairie ou d'avoir des dettes. »
- 12 Parce qu'on souhaite tenir un rang ou que l'on veut ne pas faire l'objet d'une désignation par les autres, parce qu'on est habité par un sentiment de honte et qu'on a l'impression d'exhiber sa situation, le fait de franchir la porte du bureau de l'assistante

sociale correspond à une sorte de passage à l'acte car ces personnes (les « fragiles » dont il est question dans la typologie proposée par S. Paugam) « prennent progressivement conscience de la distance qui les sépare de la grande majorité de la population. Elles ont le sentiment que l'échec qui les accable est visible par tout le monde. Elles supposent que tous leurs comportements quotidiens sont interprétés comme des signes d'infériorité de leur statut, voire d'un handicap social » [Paugam 1998 : 6]. Or, ce sont justement l'intériorisation de ces désavantages, le regard d'autrui ou l'absence de communication qui retiennent nombre de bénéficiaires potentiels d'accepter une thérapie ou d'entreprendre rapidement une démarche d'insertion professionnelle.

- 13 Les marges de manœuvre sont finalement réduites lorsque pèse le contrôle social ou que règne la loi du silence, de sorte que la capacité de blocage de la communauté locale peut rendre plus douloureuse encore l'expérience du chômage. Dans les petites communes, notent en effet des observateurs contemporains, « la conformité aux modèles comportementaux imposés plus que négociés étant encore de règle, tout écart peut dès lors être perçu comme un signe de marginalité. Dans le même sens, les phénomènes d'interconnaissance et leur horizon limité dans un espace de faible densité enlèvent aux populations en situation d'échec la relative protection qu'assure en milieu urbain l'anonymat. La stigmatisation en est donc renforcée et les personnes concernées risquent ainsi d'entrer dans un processus de désaffiliation en chaîne : la perte d'un emploi entraîne non seulement la fragilité économique aggravée par la plus grande difficulté (voire l'impossibilité) d'une réembauche locale, mais aussi la dislocation de l'identité conférée par le travail et ses conséquences négatives sur l'image de soi donnée aux autres dans un univers où tout le monde se connaît » [Perrier-Cornet *et al. op. cit.* : 33].
- 14 L'isolement et le repli domestique sont évidemment difficiles à supporter lorsque les liens familiaux se distendent ou que se prolonge l'inactivité. Plus encore, il existerait une spécificité de la pauvreté en milieu rural peu dense, qui se traduirait par des dépressions et des psychoses liées à des conditions de vie dont on ne peut plus sortir. Ces phénomènes peu étudiés sont pourtant d'une importance tout à fait centrale pour comprendre les effets de la déstructuration sociale sur les individus qui composent ce qui reste de la communauté [Maclouf 1981 : 134]. En somme, c'est en reprenant la distinction classique entre le normal et le pathologique qu'il conviendrait de saisir l'environnement anxiogène dans lequel évoluent les plus démunis, et les formes d'adaptation qu'ils mettent en œuvre.
- 15 Rapportons les critiques de Monsieur B, ouvrier agricole célibataire de 59 ans, repéré par les infirmières de la Croix-Rouge et bénéficiant désormais du RMI : « Je crois qu'il y en a qui sont dans une situation pire que la mienne. Vous n'êtes pas allés les voir ? On les laisse tomber... Il y en a même qui sont seuls et qui se font des mixtures... De temps en temps, je les vois. Mais je ne peux pas faire plus. Ils sont devenus fous... Moi, on peut dire que j'ai eu de la chance. Je m'en suis sorti après avoir été à L, mais eux ? Parce qu'il faut dire qu'on les laisse sans rien, sans RMI. Après, ils plongent. Ils mangent trois fois rien. C'est d'eux qu'il faudrait s'occuper. Moi, vous savez, je suis bientôt à la retraite, alors tous ces machins-là... [voyant que je regardais son lieu de vie] La seule chose, c'est que c'est vrai qu'il faudrait refaire ici. L'assistante sociale est venue plusieurs fois pour me le dire. Alors, on s'est dit de demander une petite aide. D'ici la retraite. Mais [regardant les lieux], il y aurait tout à refaire. »

- 16 La notion d'anomie serait probablement pertinente pour caractériser les mouvements contradictoires sur lesquels ces individus ont peu de prise. Car on insiste sur le fait que de nouvelles donnes se seraient introduites dans le jeu social et qu'elles résulteraient de certaines modifications des comportements familiaux, conjuguées à des effets de la crise économique. On sait que le passage à la modernité a inauguré des formes particulières de relations humaines, de nature essentiellement individuelles, et l'action publique participerait, elle aussi, à l'individuation des rapports sociaux. Il se serait alors constitué, au niveau des représentations collectives, un vide qui irait jusqu'à affecter, désagréger les cadres sociaux intégrateurs et les instances de socialisation. L'exclusion résulterait donc d'un état anémique perceptible tant au niveau individuel qu'au niveau collectif⁴.
- 17 Alors que la désagrégation des cadres sociaux intégrateurs se présente d'ordinaire comme un facteur d'exclusion sociale, les observations effectuées tendent à prouver qu'en milieu rural, le groupe domestique conserverait une fonction sociale destinée à atténuer bien des chocs ou à prévenir des ruptures en période d'instabilité économique. Des recompositions familiales ont lieu, mais elles s'opèrent le plus souvent au sein de la parentèle. On héberge autant que possible les enfants adultes et les membres de la fratrie qui se trouvent sans emploi ou qui, à cause d'une maladie invalidante, ne sont plus en mesure d'exercer une activité professionnelle. Comme chez Mme V, qui travaillait à domicile avec sa mère, on mobilise des ressources et, dans le meilleur des cas, on reconstitue un collectif de travail. Dans la mesure où s'entremêlent rapports marchands et liens communautaires, la mise en relation des structures économiques et familiales semble pertinente pour appréhender les stratégies permettant de s'adapter aux situations les plus contraignantes [Barrère-Maurisson 1987 ; Moen et Wethington 1992].
- 18 En dépit de l'entraide familiale dont elles pourraient bénéficier et malgré leur attachement à l'identité paysanne, à sa culture et à ses valeurs, les personnes célibataires sont mal placées sur l'échelle des revenus. Ces laissés-pour-compte de la modernisation agricole ont d'ailleurs fait l'objet de plusieurs publications et, au-delà de la diversité des approches retenues, les auteurs nous invitent à formuler l'hypothèse selon laquelle le célibat aurait probablement servi d'amortisseur de crise sans que soient remis en cause les principes sur lesquels reposaient la transmission du patrimoine et la stratification du monde rural [Blanc 1977 ; Bourdieu 1962, 1972, 1989 ; Jégouzo et Brangeon 1984].
- 19 Même s'il s'agit là d'un phénomène, tantôt daté, tantôt localisé dans les territoires qui avaient mis au point des règles coutumières, le problème du célibat des exploitants est connu des économistes comme des sociologues, des historiens de la famille comme des ethnologues du droit⁵. Les données statistiques dont on dispose illustrent également la permanence et la variété des modèles de dévolution des biens entre les générations et montrent la présence de bénéficiaires de revenus de substitution au travail (cf. graphique p. 103).
- 20 Des questions très concrètes se posent désormais à propos des hommes les plus âgés, et concernent des ouvriers agricoles et des aides familiaux⁶. Ces personnes bénéficient-elles d'un accompagnement social ou d'un suivi médical ? L'application des lois portant sur les handicapés et la mise en œuvre du RMI ont-elles permis de repérer des personnes en difficulté ?

- 21 Bien qu'il soit difficile d'apporter des éclairages précis sur le devenir de ces personnes seules et sur leur état de santé⁷, des réponses théoriques ont été suggérées qui renvoient aux caractères originaux de l'histoire rurale française. En relisant cette histoire, on comprend qu'à l'époque, la question portait moins sur la pauvreté en soi, mais visait plutôt à replacer ce phénomène dans le cadre théorique plus général qui était celui de la reproduction de l'ordre social. À ce sujet, soulignent A. Lion et P. Maclouf [1982], il ne s'agissait pas tant de décrire les pauvres que de dévoiler les appareils sociaux qui les constituaient comme tels. Les désignants importaient plus que les désignés.
- 22 Dans cette optique, on ne voulait pas seulement dénoncer certaines logiques mais expliquer aussi l'inégalité des chances et montrer comment se recrutaient les élites. Par exemple, quand on a soulevé la question du célibat des agriculteurs et qu'elle a commencé à intéresser des chercheurs de l'INRA, on admettait que la petite paysannerie disposait de capitaux économiques et culturels limités. Elle cumulait des handicaps révélateurs d'un habitus [Jégouzo et Brangeon *op. cit.*]. On s'interrogeait sur sa capacité d'adaptation au changement technique⁸. Par ailleurs la situation matrimoniale était le marqueur d'une aptitude socialement acquise.
- 23 Lorsque les collectivités rurales disposaient d'une certaine autonomie, lorsqu'elles étaient parvenues à établir un modèle normatif parfois différent des règles juridiques qui régissaient la société globale, le choix du conjoint était déjà l'un des points d'aboutissement de stratégies visant à maintenir les positions d'un groupe ou d'une lignée. De même, dans nombre de sociétés agropastorales, la réduction des effectifs permettait à ceux qui restaient d'améliorer leurs conditions de vie et de profiter plus largement des ressources disponibles. Les communautés locales initialement décrites par Le Play et ses collaborateurs fonctionnaient alors comme des centrifugeuses sociales en quête d'équilibre : « Les éléments qui n'y sont pas fortement attachés en sont rejetés, et contribuent par leur départ à la pureté – au plan du mode ancestral de subsistance, au plan du style de vie, au plan éventuellement d'un régionalisme politique affirmé – des caractéristiques de ceux qui restent. Ce processus n'est pas sans analogies avec celui qui affecte certaines sectes, dont les spécificités se conservent grâce au départ de ceux qui s'excluent d'eux-mêmes. » [Cité in Le Play *et al.* 1994 : 190] Des facteurs d'inertie entraient également en jeu. À moins qu'une récession économique n'ait lieu, indique A. Sauvy dans un essai réactualisant la loi des rendements décroissants en agriculture [1949], les attitudes et les comportements des ruraux étaient considérés comme autant de freins à l'innovation.
- 24 Les jeunes hommes furent concrètement les premiers à quitter des espaces périphériques où s'instaurait un climat de pessimisme [Sauvy *ed. op. cit.* : 20-26]⁹. Plus tard, c'est-à-dire dès le début du XX^e siècle, ce sera surtout le cas des jeunes filles. Le déséquilibre de la répartition par âge aura des incidences sur les taux de célibat et les indices de fécondité. Les conséquences démographiques sont connues : tout en réduisant la descendance finale et en contribuant au départ des jeunes générations, le maintien, sur la durée, de ces coutumes domestiques liées à l'appropriation du sol a contribué au vieillissement d'une part importante du monde rural français.
- 25 Différentes options ont été relevées par les chercheurs qui ont effectué un « voyage en France par les pays ruraux de faible densité » en vue de « mettre en commun des expériences de recherche particulières et distinctes sur les transformations socio-économiques et les mécanismes de réutilisation de l'espace » [Mathieu et Duboscq eds.

1985 : 9]. L'une de ces options, à savoir le tourisme vert et les vacances en plein air, a demandé des financements extérieurs pour que le monde rural profond (telle était du moins la désignation de l'époque) puisse se doter des équipements nécessaires pour accueillir des enfants et des adolescents, des handicapés et des malades mentaux. Dans les espaces ruraux moins excentrés, c'est l'essaimage industriel qui fixera la main-d'œuvre sur place.

- 26 Alors que la pérennité des unités de production délocalisées à la campagne est aujourd'hui remise en question, nous pouvons observer, en relisant la littérature portant sur les systèmes productifs locaux [Bagnasco et Trigilia 1993], que l'industrialisation diffuse s'appuyait sur une interaction complexe du marché et des solidarités familiales, et qu'une forme particulière de représentation des intérêts contribuait à l'affirmation des identités locales. D'après les sociologues qui se sont intéressés à la formation des districts industriels, la famille rurale fournissait une main-d'œuvre capable de s'adapter rapidement et de répondre aux exigences des petites entreprises, surtout lors des phases initiales de croissance. La propriété ou le fait de disposer d'une maison, la production pour l'autosubsistance et la gestion unitaire de revenus divers permettaient surtout de diminuer les coûts. La rationalité ne se réduirait donc pas à une question de méthode : en découvrant des pratiques inséparables d'une continuité culturelle, on saisit plus facilement les étapes de la construction sociale du marché et on détermine les transferts susceptibles de prévenir les problèmes matériels. Peut-on toujours le faire dans le cas de personnes sans emploi stable ?

Des capacités d'adaptation différenciées

- 27 L'étude de l'entraide privée est une opération plus délicate qu'il n'y paraît. En milieu rural, il serait abusif d'affirmer que le modèle de la famille conjugale se soit imposé partout en raison de l'extrême diversité des modèles familiaux hérités de l'histoire et des fonctions remplies par les solidarités familiales. De plus, même moins courants qu'autrefois, les groupes domestiques où cohabitent deux générations d'adultes, un parent âgé ou d'autres membres de la fratrie, assurent des fonctions protectrices. La division familiale du travail s'y organise en vertu du principe d'une séparation sexuée des tâches ou d'une complémentarité ; toutefois les ressources en jeu auraient une valeur marchande si elles n'entraient pas dans le cadre de l'économie cachée de la parenté.
- 28 Des échanges de services et une circulation nourricière permettent également de prévenir l'exclusion. Comme l'avait observé un groupe d'ethnologues, ces échanges couvraient une aire de solidarité [Jolas, Pingaud, Verdier et Zonabend 1990]. S'ils n'ont pas totalement disparu aujourd'hui, ils sont remodelés par l'action publique. Au départ assumé par la parenté, le voisinage et les amis, cet ensemble d'obligations relationnelles est peu à peu revenu à des organismes spécialisés, d'où l'impression paradoxale que peuvent éprouver certaines personnes de se retrouver seules face aux institutions médico-sociales et aux administrations locales. Ce sentiment mêlé de crainte est renforcé du fait que, percevant un revenu de substitution tel le RMI, les allocataires doivent témoigner d'un véritable effort d'insertion pour voir renouveler l'aide que leur octroie la collectivité. Quand il leur est impossible d'effectuer certains travaux ou de « rendre la pareille », la convivialité et l'entraide villageoises, trop

souvent magnifiées, assureraient des fonctions très limitées. Cependant la mémoire collective permet aux individus de conserver malgré tout un lien virtuel avec la société globale. S'ils se raccrochent alors à des valeurs ou à leur propre imagination pour ne pas se sentir exclus ou marginalisés, ils affirment aussi à l'observateur extérieur qu'ils ne parviennent plus à comprendre les principes organisateurs de la vie sociale.

- 29 La seconde difficulté à laquelle on se heurte quand on étudie l'entraide privée concerne les barrières symboliques qui ont pu naître de la rencontre avec l'altérité ainsi que les ordres de jugement relatifs aux pauvres et à la pauvreté. De façon comparable aux mécanismes qui s'appliquaient aux « bredins » d'Ainay-le-Château¹⁰, grâce à ces filtres de protection, les habitants peuvent se prémunir contre tout ce qui, à leurs yeux, menace leur intégrité morale. Ces barrières symboliques peuvent également avoir été édifiées dans les familles et, derrière les fenêtres, à l'abri des regards indiscrets, il n'est pas rare que les chômeurs et les personnes handicapées occupent une place de second rang et ne puissent user d'un droit à la parole.
- 30 Dans les maisons où règne la crainte sous différentes formes – répressives, éducatives – et qu'éclairent les travaux de Foucault portant sur la sociogénèse des systèmes punitifs et le redressement [1975], on devine en effet des rapports sociaux d'un autre âge. Dans les situations les plus douloureuses, la franchise de mes interlocuteurs révèle que la révision de leurs besoins dépend aussi des contacts qu'ils entretiennent avec leur environnement immédiat. Enfin les indications fournies permettent tantôt de repérer l'importance accordée à l'identité que confère le travail, tantôt de découvrir des logiques tutélaires comparables à celles qui s'exerçaient autrefois sur les enfants et les aliénés mentaux.
- 31 Voyons de plus près les propos de Monsieur A, célibataire d'une quarantaine d'années, et de sa mère, qui, comme d'autres témoignages, avaient suscité l'indignation du représentant de l'État et des élus locaux¹¹. La situation familiale (alcoolisme et violence du père qui dort dans la grange, emprise de la mère sur le fils) montre bien les effets d'une microphysique du pouvoir sur les comportements humains : dans un contexte de pénurie relative (ou, à ce stade de désocialisation), une combinatoire espace-corps tendrait à traverser tous les éléments particuliers de l'existence pour les réduire à une unité de sens et d'investissement affectif.
- 32 Le fils [en l'absence de ses parents] : « Moi, je suis de... Je suis né à... On est venus ici pour l'école... Des fois, les journées sont longues. J'aimerais une petite voiture, une voiture sans permis, mais ma mère voudrait pas. C'est à elle qu'il faut demander. C'est elle qui s'occupe des papiers. Moi, j'aime vivre avec la nature, avec les animaux. La seule chose, c'est que j'aimerais avoir une petite voiture, pour aller faire des commissions, voir un peu de monde. La mère, elle veut pas. Alors [me regardant fixement puis se baissant] s'il vous plaît, si vous pouviez, il faudrait nous donner une petite aide. Le père, il ne veut pas faire de jardin. Des voisins nous donnent des choses des fois. Et moi, je voudrais bien bricoler, mais je ne peux pas. Regardez [il me montre une humeur au niveau de l'épaule] je me suis cassé ici. L'os sortait. J'ai souffert. J'ai souffert le calvaire. J'ai sorti un verre de pus, un verre [il me montre la taille du verre]... Maintenant, je ne comprends pas, j'ai mal au coude, je ne peux pas bouger le bras. Ils veulent couper, mais moi, je ne veux pas passer sur le billard. J'y suis passé déjà. Je voudrais bien bricoler, faire des choses dans la maison, mais je tremble, j'ai peur... Quand je me suis vu comme ça. Incapable de me lever. Sept mois allongé. J'ai réussi à remarcher, mais maintenant, je tremble. Je suis incapable, mais moi, je voudrais être

une personne, parce que [me regardant fixement et me touchant le bras], est-ce que vous croyez que je suis un imbécile?... [Puis réfléchissant], si je ne suis plus un imbécile, il faudra que je travaille. C'est pas possible avec tout ça. J'aimerais, mais, croyez moi, j'en suis pas capable. Je sors pas, je bouge pas. C'est pas possible. »

- 33 Sa mère, revenant de l'hôpital et parlant, seule, de l'avenir : « Moi, je trouve que nous sommes isolés ici. Le premier commerce, il est à... 10 km, le médecin à... 18 km. J'aimerais habiter à C (petite ville où se trouve le médecin), mais, mon fils, il a toujours vécu ici. Il aime la nature... Je suis contente de l'opération. J'ai été bien soignée et je me dis que c'est plus important que je sois là pour lui que de vivre avec un sol en ciment. Vivre avec un sol en ciment, ce n'est rien. Vivre comme ça, sans confort, on a l'habitude. Je ne veux pas être une gâcheuse. Mais, voyez ces petits chiots. Il y en a un qui fait pipi dedans. Il y en a un qui est mort. Ça le rend triste. Alors, je veux pas le contrarier. »
- 34 Cette famille nous renvoie à une définition très classique de la pauvreté. Serait pauvre celui qui, « de façon permanente ou temporaire, se trouve dans une situation de faiblesse, de dépendance, d'humiliation, caractérisée par la privation de moyens, variables selon les époques et les sociétés, de puissance et de considération sociale : argent, relations, influence, pouvoir, science, qualification technique, capacité intellectuelle, liberté et dignité personnelle. Vivant au jour le jour, il n'a aucune chance de se relever sans l'aide d'autrui » [Mollat 1977]. De même, nous nous trouvons en présence de ce que N. Élias désignait comme étant des relations duelles directes, un modèle de configuration de pouvoir simple où la dépendance de l'individu A envers B est toujours liée à celle de B envers A [1991 : 109]. À l'échelle d'une communauté de vie (une étude préalable avait été réalisée dans une ville ouvrière), les situations d'exclusion naîtraient du fait que nous sommes enclins à nous dénigrer et à vivre émotionnellement une position sociale peu enviable comme un signe d'infériorité humaine [Élias 1997 : 42].
- 35 De manière à compenser ce sentiment d'infériorité, notre interlocuteur idéalise le passé et la nature. Il se raccroche à une époque où la communauté villageoise présentait une certaine cohésion (il parle de l'école, mais auparavant il m'avait également indiqué qu'il avait été apprenti et qu'il avait travaillé chez le même patron, comme menuisier). En revanche, il ne parvient pas à se situer précisément dans le temps. Et j'ai pu noter, au cours de cette enquête réalisée en 1997 dans le Centre de la France, l'isolement ressenti par rapport aux lieux où la concentration des offres d'emploi rend l'atmosphère lourde et anxiogène. Cette chape de plomb opaque¹² qui pèse sur les êtres, dirige leur conduite et oriente la manière dont ils se représentent une réalité qui leur échappe, évoque finalement au sociologue une lecture des travaux de Goffman, qui découple sujet et objet et introduit le concept d'institution totale pour appréhender l'environnement dans lequel évoluent les ménages à très faibles revenus. Du point de vue de l'analyse, le concept d'institution totale offre d'autres avantages car on peut déplacer notre focale en délaissant les biais culturels qui orientent les conduites (la culture paysanne est-elle d'ailleurs toujours aussi prégnante ?) et en décontextualisant le schéma explicatif d'ensemble.
- 36 Comme les matériaux recueillis comprennent des structures, des ordres de jugement et des appréciations subjectives qui tendent à montrer que les plus vulnérables évoluent à la jonction de plusieurs mondes sociaux, j'ai suggéré, en dessinant des types idéaux, quelques éléments de compréhension des stratégies d'adaptation.

- 37 Sans être un pionnier en la matière, j'ai choisi de prendre en considération les issues positives, telle l'obtention d'un emploi, ainsi que plusieurs formes d'adaptation ou de résistance au stigmate de l'assistance et de la pauvreté. Ces critères permettent de dégager sommairement trois catégories d'individus : les « employables immédiats », les « fragiles » et les « rebelles ».
- 38 Dans l'établissement de cette typologie où figurent exclusivement des personnes en âge de travailler (le cas des personnes âgées est différent), le critère de la mobilité est important, non seulement parce qu'il marque une distance avec les lieux où se concentrent les offres d'emploi et où se trouvent les institutions médico-sociales, mais aussi parce qu'il peut traduire un isolement prolongé. Quant aux formes de résistance et de rébellion, elles peuvent momentanément viser, du moins en paroles, ce qui représente un ordre social établi ou refléter la défense d'une utopie, mais elles dépendent surtout de la manière dont nos interlocuteurs vivent leur expérience du chômage ou perçoivent leur handicap.
- 39 À la différence des personnes en passe de se présenter sur le marché du travail et de sortir rapidement des dispositifs mis en place par le législateur (les employables immédiats)¹³, les fragiles estiment qu'ils ne sont pas suffisamment armés pour affronter les difficultés de la vie et se trouvent placés en situation d'infra-assistance. Préalablement proposée par S. Paugam à l'issue d'une enquête de terrain réalisée dans une petite ville [*op. cit.*], cette catégorie idéal-typique est constituée d'individus ayant en commun le fait d'intérioriser leur condition de façon douloureuse, de ne pas encore dépendre de l'assistance et de se sentir déclassés ou inutiles. Comme ils accordent également de l'importance à l'identité que confère le travail, il ne faut pas sous-estimer les risques de rupture, et nous approchons des situations critiques que les seuls outils du sociologue ne suffisent pas à traiter. À défaut, nous nous contenterons d'une traduction fonctionnaliste classique : « Ayant intériorisé des objectifs sociaux (réussite financière, professionnelle ou autre) impossibles à atteindre par les moyens légaux qui leur semblent seuls légitimes, certains individus peuvent se réfugier dans la maladie mentale ou la clochardisation, rejetant à la fois les buts et les moyens de les atteindre, valorisés par la société. » [Loriot ed. *op. cit.* : 23]
- 40 Moins conformistes et plus mobiles sont les individus que j'ai qualifiés de rebelles. Parce qu'ils élaborent un discours contre le fonctionnement des institutions, parce qu'ils sont considérés comme marginaux et souhaiteraient discuter les termes d'un accord avec les élus, les travailleurs sociaux et les personnels de l'insertion, ces rebelles se situent en porte-à-faux avec les normes socialement admises et tendent à contourner certaines règles. Leur comportement, et leur existence quotidienne, s'apparente à bien des égards à la vie souterraine qui animait les institutions totales décrites par Goffman [1968], à ceci près que si leur mobilité pourtant très réduite les conduit à rompre leur isolement, c'est souvent la nature qui leur donne l'illusion de l'indépendance. En marge des principaux lieux de décision, l'existence de ce que nous pourrions appeler une zone franche leur permet ainsi de n'être pas complètement désocialisés.
- 41 Ici encore, les exemples ne manquent pas et concernent tant des personnes solidement attachées à la culture paysanne (d'anciens ouvriers agricoles par exemple) que des néoruraux installés depuis peu à la campagne et qui posent problème aux élus locaux et aux professionnels de l'action sociale.

- 42 T et ses enfants sont originaires de la région parisienne. Ils partent fréquemment en forêt pour améliorer leur quotidien.
- 43 B, ancien SDF, était vendeur à la sauvette dans le métro. Après le décès de son père¹⁴, il décide de rejoindre le village où il a passé son enfance, et vit dans une remise. Il récupère des racines laissées par les bûcherons et confectionne des objets décoratifs. Alors que son médecin souhaiterait qu'il soit inapte au travail et perçoive une pension, il aimerait, lui, s'installer comme artisan.
- 44 Mademoiselle F, 28 ans, a été élevée dans un orphelinat en Espagne et bénéficie du RMI. Après avoir été serveuse dans un bar, à Paris, elle a réussi à occuper une maisonnette de la SNCF et à s'intégrer dans le petit village où elle réside. Elle aide une agricultrice à la retraite, rentre son bétail et lui prépare la soupe. Melle F est musicienne.
- 45 L était exploitant agricole avant de quitter le foyer familial et les terres qui appartenaient à la famille de son épouse. Grâce à un camarade de régiment, il a réussi à occuper une ferme et participe à des échanges de services avec ses voisins. Il s'est vite fait une place au sein de sa nouvelle communauté villageoise.
- 46 Sous la trappe de la pauvreté, il est bien sûr toute une gamme de situations ; certaines frôlent l'insoutenable car s'y trouvent concentrés tous les facteurs de l'exclusion sociale. Cependant, les biographies et les stratégies d'adaptation dépendraient des modes d'habiter autant qu'elles découleraient d'une culture qui orienterait tous les comportements.
- 47 On sait qu'au terme d'un parcours chaotique, des personnes sans emploi déclaré veulent se réfugier à la campagne pour y occuper un emploi salarié ou s'installer à leur compte. Plus encore, reconnaît N. Mathieu dans un article récent, « la crise de l'emploi, la peur de la régression sociale et de l'exclusion, pousse les individus à privilégier le mode d'habiter rural qui représente dans l'imaginaire ou réellement un territoire où l'on peut vivre modestement avec les avantages du loyer bas, du jardin potager, des pratiques de la nature gratuites, de l'interconnaissance, mais aussi de l'anonymat. La mobilité géographique est de plus en plus un moyen réel ou rêvé d'échapper à l'exclusion, les communes rurales devenant terres d'accueil pour exclus citadins. Ce qui est une autre façon de relativiser le sentiment d'exclusion » [op. cit. : 25].
- 48 Après les rêveurs exaltés qui souhaitaient transformer le monde, après les jeunes retraités, les nouveaux migrants de la ville vers la campagne sont peu connus, et on ne dispose pas à leur sujet d'éléments chiffrés précis. L'une de leurs motivations consisterait à se détacher d'une sous-culture autre ou à rompre radicalement avec un passé déviant.
- 49 Parce qu'ils sont capables de défendre un projet économique ou culturel en faisant appel à leur imagination et à leur ingéniosité, ces individus peuvent, par leur présence dans les petites communes rurales, contribuer à recréer du lien social. L'espace sauvage, banlieue du monde rural ?

BIBLIOGRAPHIE

- Bagnasco, A. et C. Trigilia** — 1993, *La construction sociale du marché. Le défi de la troisième Italie*. Cachan, Éditions de l'École normale supérieure.
- Balley, C., P. Lenormand et N. Mathieu** — 1992, « Territoire rural et pauvreté », *Sociétés contemporaines* 9 : 53-75.
- Barrère-Maurisson, M.-A.** — 1987, « Structures familiales et structures économiques. Émergence et construction d'une relation », *L'Année sociologique* 37.
- Blanc, M.** — 1977, *Les paysanneries française*. Paris, J.-P. Delarge.
- Bourdieu, P.** — 1962, « Célibat et condition paysanne », *Études rurales* 5-6 : 32-135. — 1972, « Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction », *Annales ESC* 5-6 : 1105-1125. — 1989, « Reproduction interdite. La dimension symbolique de la domination économique », *Études rurales* 113-114 : 16-36.
- Cadoret, A.** — 1995, *Parenté plurielle. Anthropologie du placement familial*. Paris, L'Harmattan.
- Commaille, J.** — 1996, *Misères de la famille, question d'État*. Paris, Presses de la Fondation des sciences politiques.
- Eizner, N. et B. Hervieu** — 1979, *Anciens paysans, nouveaux ouvriers*. Paris, L'Harmattan.
- Élias, N.** — 1991, *Qu'est-ce que la sociologie ?* Éditions de l'Aube. — 1997, *Logiques de l'exclusion*. Paris, Fayard.
- Foucault, M.** — 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard.
- Goffman, E.** — 1968, *Asiles. Étude sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*. Paris, Éd. de Minuit.
- Jégouzo, G. et J.-L. Brangeon** — 1984, *Petite paysannerie en France*. Paris, INRA.
- Jégouzo, G., J.-L. Brangeon et B. Roze** — 1998, *Richesse et pauvreté en agriculture*. Paris, INRA (« Economica »).
- Jodelet, D.** — 1989, *Folies et représentations sociales*. Paris, PUF.
- Jolas, T., M.-C. Pingaud, Y. Verdier et F. Zonabend** — 1990, *Une campagne voisine*. Paris, MSH.
- Le Play, F. et al.** — 1994, *Les Mélouga. Une famille pyrénéenne au XIX^e siècle*. Paris, Nathan (« Essais et recherches »).
- Lion, A. et P. Maclouf** — 1982, *L'insécurité sociale. Paupérisation et solidarité*. Paris, Éditions ouvrières.
- Loriot, M. ed.** — 1999, *Qu'est-ce que l'insertion ? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*. Paris, L'Harmattan.
- Maclouf, P.** — 1981, « Inadaptation sociale et marginalité collective », *Action et recherches sociales* 4.
- Maclouf, P. ed.** — 1986, *La pauvreté dans le monde rural*. Paris, L'Harmattan.
- Mathieu, F.** — 1997-1998, « Cartographie des bénéficiaires de minima sociaux. Une répartition très inégale », *Recherches et prévisions*. Paris, Caisse nationale des allocations familiales : 41-47.

- Mathieu, N.** — 1997, « Les enjeux des approches géographiques de l'exclusion sociale », *Économie rurale* 242 : 21-27.
- Mathieu, N. et P. Duboscq, eds.** — 1985, *Voyage en France par les pays de faible densité*. Toulouse, CNRS.
- Mendras, H.** — 2000, « L'invention de la paysannerie », *Revue française de sociologie* 41-43 : 539-552.
- Moen, P. et E. Wethington** — 1992, « The concept of family adaptative strategies », *Annual sociological review* 18.
- Mollat, M.** — 1977, *La pauvreté au Moyen Âge. Étude sociale*. Paris, Hachette.
- Mutualité sociale agricole (MSA)** — 1994, *Une typologie des agricultures d'aujourd'hui et de demain*. Paris, Observatoire économique et social.
- Pagès, A.** — 2000, « La pauvreté en milieu rural ». Thèse de doctorat en sociologie. Paris, Université Paris V.
- Paugam, S.** — 1998, *La disqualification sociale*. Paris, PUF.
- Perrier-Cornet, P., Y. Sencébé et J.-P. Sylvestre** — 1997, « Rapport à l'emploi et processus d'exclusion dans les espaces ruraux : un cadre d'analyse », *Économie rurale* 242 : 28-35.
- Salais, R. et al.** — 1986, *L'invention du chômage*. Paris, PUF.
- Sauvy, A. ed.** — 1949, *Travaux et documents de l'INED*. Cahiers n° 8.
- Simmel, G.** — 1998 (1908), *Les pauvres*. Paris, PUF.
- Xiberras, M.** — 1993, *Les théories de l'exclusion*. Paris, Klincksieck.

NOTES

1. . Données issues des caisses de la Mutualité sociale agricole (MSA) et des caisses d'allocations familiales.
2. . Principalement des bassins industriels isolés, tout comme des communes viticoles et de production maraîchère dans lesquelles les ouvriers agricoles et les saisonniers d'origine étrangère ont longtemps fait office de main-d'œuvre d'appoint.
3. . La mère et la fille parvenaient à placer chaque mois 150 francs sur un compte épargne.
4. . On retrouve une formulation analogue in M. Xiberras [1993] ou J. Commaille [1996].
5. . Le problème récurrent du célibat paysan se pose notamment dans le Sud-Ouest et les régions de montagne. Sur le plateau du Mézenc, par exemple, 40 % des chefs d'exploitation étaient célibataires en 1985. Dans la plupart des cas, ils exploitent des petites surfaces ou élèvent un cheptel peu conséquent.
6. . La situation des femmes est tout à fait différente. Dans les familles rurales en général (y compris parmi les ménages non agricoles), les femmes seules qui font l'épreuve de la pauvreté matérielle sont aussi souvent veuves que divorcées ou séparées. Le passage par des dispositifs d'assistance peut leur permettre de rejoindre à terme le monde du travail alors qu'elles aidaient souvent un conjoint installé à son compte ou restaient effectivement au foyer. Ce modèle traditionnel de division familiale du travail soulève la question du conjoint survivant. Elle a été partiellement résolue par la profession agricole grâce à l'introduction de dispositions juridiques destinées aux épouses.

7. . Dans la région où j'ai enquêté, ces célibataires ont souvent été placés très jeunes chez des fermiers par les services de l'Assistance publique, puis par la DDASS. Ces « enfants de l'Assistance », comme ils se désignent, ont ensuite servi de main-d'œuvre lorsqu'ils ont choisi de rester là où ils avaient été élevés, mais leur statut a empêché bon nombre d'entre eux d'avoir accès à la terre. Sur l'histoire des enfants placés à la campagne, voir également A. Cadoret [1995].
 8. . Concernant le contexte intellectuel des années soixante, voir H. Mendras [2000].
 9. . À propos des délocalisations industrielles, on relira avec attention l'enquête réalisée par B. Hervieu dans une usine, in N. Eizner et B. Hervieu [1979].
 10. . Désignation locale des malades mentaux étudiés en psychologie sociale par D. Jodelet [1989].
 11. . Déjà publiés in M. Lorient ed. [1999 : 121-123], ces propos ont été recueillis dans une ferme sans commodité où réside un couple âgé avec un de ses fils déclaré inapte au travail à la suite d'un accident de voiture il y a une vingtaine d'années. À l'époque, nous dit la mère, la pension a été la bienvenue.
 12. . L'« opacité », terme largement employé par la presse aujourd'hui à propos de certaines pratiques occultes, désigne simultanément ici une mise en place sociale, la défense d'une zone d'incertitude au sein des organisations en charge des politiques sanitaires et sociales, et le maintien, en dépit du procès de rationalisation, de droits immatériels (au sens où l'entendait Weber).
 13. . Dans cette catégorie ont été regroupées des personnes bénéficiant de mesures d'insertion professionnelle (les signataires de contrats emploi solidarité par exemple). Il s'agit de jeunes gens et de jeunes femmes anciennement inactifs, ainsi que de salariés temporaires de l'agriculture et de saisonniers. Dans le secteur agricole, le travail occasionnel est loin d'être marginal. En France, en 1998, 635 000 salariés ont signé des contrats de moins de vingt jours. Leur nombre tend à augmenter, contrairement à celui des exploitations.
 14. . Nous avons déjà reproduit l'histoire de ce dernier in M. Lorient ed. *op. cit.*
-

RÉSUMÉS

Tout en présentant plusieurs approches des phénomènes de pauvreté en milieu rural et en reprenant très rapidement les résultats d'une enquête de terrain conduite en 1997, ce document repère des populations plus exposées (les célibataires, les bénéficiaires de prestations sociales, les néoruraux sans emploi), propose une typologie et formule des hypothèses au sujet des mécanismes qui ont contribué, en France, à la déstructuration des sociétés paysannes. L'auteur suggère ensuite de spécifier plusieurs modes d'adaptation et de résistance au stigmate en orientant son analyse vers l'étude des conduites sociales.

Poverty and exclusion in rural France. – The results of a field study conducted in 1997 are used to focus on rural-dwellers exposed to poverty and exclusion, namely: the unmarried, the recipients of welfare benefits, and neorurals who have recently settled in the countryside but are jobless. A typology is proposed; and hypotheses are formulated about how farming communities in France have been destructured. An analysis of social behavior suggests several ways of adapting to and withstanding the stigmas of exclusion.

AUTEUR

ALEXANDRE PAGÈS

Université Toulouse-II, Toulouse Le Mirail